

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article797>



(Tirer) en aveugle et (frapper comme un) sourd !

- Débats - La démocratie en examen -



Date de mise en ligne : lundi 30 décembre 2013

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Dans le cadre des échéances à venir, le texte suivant de Christian Berthier est soumis à débat.

On lit jusque sous les plumes les plus radicales de la gauche de la gauche que le gouvernement Hollande serait "aveugle et sourd". Je ne partage pas cette analyse, à vrai dire rassurante.

Il suffirait que le gouvernement regarde et écoute le Peuple pour qu'il en résulte une meilleure politique.

C'est faire bon marché de l'organisation de l'Etat qui fournit chaque jour au Président et au premier ministre des "notes" attirant leur attention sur tous les événements potentiellement porteurs de "menace" à l'ordre public et au bon fonctionnement des services publics tels qu'ils en jugent.

Pour les "opposants déclarés" "de droite" comme "de gauche" il suffirait de mieux informer le gouvernement, de pétitionner et de défiler pour un meilleur "dialogue social" pour que ce gouvernement, comme avant lui ceux qui l'ont précédé, "change de politique".

On peut alors se demander pourquoi faire campagne pour changer les élus, puisqu'il ne s'agirait que de mal-gouvernance ?...Et pourquoi se battre pour remettre le peuple au pouvoir, notamment par l'élection d'une Assemblée Constituante ?.

J'estime, en l'absence de toute modestie, qu'on nous enfume. Le gouvernement, pour ne pas parler du joli monde des patrons, mènent chaque seconde et avec tous les moyens en leur pouvoir une véritable guerre sociale et donc une guerre contre le peuple avec tous les moyens que leur donnent la constitution de 1958 européisée et les lois antisociales.

Certes, on peut encore résister et négocier, il le faut, organisations syndicales et élus locaux peuvent y concourir, mais la politique gouvernementale, en France, comme en Grèce, au Portugal et...en Allemagne consiste à frapper vite et fort.

Mais prenons garde ! Ce n'est pas sans sérieuses raisons que les associations du "mouvement social", comme les organisations syndicales de tous types sont actuellement frappées - comme les partis politiques - par la réduction de leurs effectifs. Après 1789, comme sous les "Communes" de 1871, les "organisation du mouvement social" ne se sont développées qu'alors que la question du pouvoir politique était posée. En même temps que celle de la "reconstitution du peuple en corps".

Aiguillonné par les hiérarques de l'Union Européenne, le gouvernement ne cède un peu que de peur de tout perdre. La moindre des choses que les citoyens exigent de ceux qui demandent leurs votes, ce sont des réponses concrètes sur le problème du Pouvoir de satisfaire leurs besoins leurs doléances urgentes.

Le Pouvoir pour quoi faire ? Comment mobiliser la masse du peuple qui fera in-fine sa propre histoire ? Ne jouons pas aux enfants gâtés. Il ne faut désertier aucune ligne de résistance. Notamment celle des élus locaux et

(Tirer) en aveugle et (frapper comme un) sourd !

départementaux dont l'Union européenne exige la disparition. Disparition à laquelle travaille sans relâche, l'actuel gouvernement après son prédécesseur.

Mais hélas aussi celles et ceux qui "oublent" d'être explicites sur les moyens de rendre au peuple son organisation et son pouvoir, compte tenu que l'on peut compter sur les tenants et rouages du pouvoir actuel pour organiser diversions et faux-semblants. Par exemple trahir la Constituante au nom de la Constituante en restant muets sur les liens organiques nécessaires entre le Peuple et ses représentants. Par exemple des "assemblées communales".